



# MACHIAVEL ET LA RÉPUBLIQUE BIEN CONSTITUÉE : REPÈRES POUR REPENSER LA SOCIÉTÉ POLITIQUE AUJOURD'HUI

Dègbédji Gad Abel DIDEH  
[didehabel@hotmail.com](mailto:didehabel@hotmail.com).

ENS/Université d'Abomey-Calavi (UAC), Bénin.

## RESUME

En réduisant arbitrairement sa philosophie à la caricature des idées développées dans *Le Prince*, certains auteurs présentent Machiavel comme l'inspirateur des dictatures contemporaines. Pourtant, la lecture des œuvres du Florentin, notamment les *Discours*, révèle la dynamique d'une pensée qui non seulement n'a rien de machiavélique, mais surtout présente une richesse profonde quant au projet républicain qu'il propose. L'objectif de cette réflexion est de revisiter la pensée machiavélique dans une logique de déconstruction en montrant qu'elle peut encore inspirer les républiques actuelles qui oscillent paradoxalement entre problèmes de domination et corruption d'une part et recherche de la vertu de l'autre. Cette réflexion insiste sur le fait que le diplomate de Florence défend l'idée d'une république bien constituée qui peut servir de pistes pour la préservation de la liberté à l'époque actuelle. Procédant selon la démarche analytique et critique, elle entend s'appuyer sur les néorépublicains pour dégager le sens et la portée d'une pensée machiavélique féconde qui suscite depuis plus de quatre siècles, admirations et critiques. Les résultats de la réflexion attestent qu'une contextualisation de la philosophie machiavélique permettra à la fois de lutter efficacement contre la corruption publique et de sauvegarder la liberté comme non-domination dans le monde d'aujourd'hui.

**Mots clés :** république, tératologie, constitution, liberté, peuple.

## ABSTRACT

By Arbitrarily reducing his philosophy to the caricature of the ideas developed in *The Prince*, some authors present Machiavelli as the inspirator of modern dictatorships. However, reading the works of the Florentine, in particular the *Discourses*, reveals the dynamics of a thought which not only has nothing machiavellian about it, but above all presents a deep richness as for the republican project which it proposes. The objective of this reflection is to revisit Machiavellian thought in a logic of deconstruction by showing that it can still inspire the current republics which oscillate between corruption and search for virtue. This reflection insists that the diplomat from Florence defends the idea of a "perfect republic" which can serve as avenues for the preservation of freedom in contemporary times. Proceeding according to the analytical and critical approach, it intends to rely on the neo-republicans to identify the meaning and scope of a fertile Machiavellian thought that has aroused admiration and criticism for over four centuries. The results of the reflection attest that a contextualization of the Machiavellian philosophy will allow both to fight effectively against public corruption and to safeguard freedom as non-domination in the world today.

**Keywords:** republic, teratology, constitution, freedom, people.

## INTRODUCTION

Si la publication de *Théorie de la justice* de John Rawls est considérée comme l'évènement politique majeur de l'ère contemporaine, en ce qu'il a ravivé le débat en philosophie politique, il ne faut pas négliger pour autant le regain de la pensée républicaine qui suscite bien des polémiques au regard de sa portée, ses principes et finalités. Rawls en était d'ailleurs conscient, puisqu'il a cherché à en montrer l'importance en dégageant les liens et limites entre le libéralisme et le républicanisme. Il estime que la version libérale qu'il défend peut bien s'accorder avec le républicanisme dans la mesure où la conservation de la liberté requiert « la participation active de citoyens qui possèdent les vertus politiques nécessaires pour sauvegarder le régime constitutionnel » (Rawls, 1995, p. 251). Au cœur de ce républicanisme, qui plonge ses racines dans la pensée cicéronienne et non aristotélicienne comme l'a cru Habermas, se trouve Machiavel dont la théorie suscite des controverses. L'imputation à sa pensée de toutes les formes de totalitarisme et de despotisme moderne, par une lecture focalisée sur *Le Prince*, le rend horrible ou machiavélique aux yeux de certains. Analysant la « logique morale » du conflit social selon Hegel, Honnet (2000, p. 15) reproche par exemple au Florentin d'exploiter cette logique « au profit du pouvoir en place », et conclut qu'il serait le précurseur de l'absolutisme hobbesien. Cependant, la relecture récente de l'ensemble de l'œuvre machiavélique, et surtout des *Discorsi* ou *Discours*, permet de relativiser les critiques portées à son encontre. Contrairement à ses pourfendeurs, bien des théoriciens soutiennent que le diplomate florentin serait un penseur soucieux de liberté et de justice. Il se dégage de ces positions contradictoires, un Machiavel machiavélique et un Machiavel machiavélien dont la profondeur de la pensée politique reste à découvrir. Toute pensée renfermant une part d'indétermination, puisqu'elle est historiquement située tout en ayant la particularité de se projeter vers l'avenir, penser Machiavel ne peut être synonyme de s'emparer de sa pensée, comme le reconnaît Lefort (1972, p. 17), puisqu'il s'agit plutôt de « penser dans l'œuvre le pouvoir qu'elle a de donner à penser. »

Se situant dans une démarche de déconstruction de la pensée de Machiavel, on peut s'interroger sur la « république bien constituée » qu'il propose, et surtout son importance à l'ère contemporaine. En d'autres termes, en quoi la théorie machiavélique de la république peut-elle servir de pistes pour réformer actuellement la gouvernance dans les démocraties ? Pour répondre à cette question, cette réflexion montre, dans un premier mouvement, la complexité de la pensée machiavélique dont la difficile pénétration conduit à des simplifications tendancieuses qui obscurcissent son ardent désir de l'innovation en politique. Dans un deuxième mouvement, elle examine en quoi la pensée républicaine de Machiavel, fondée sur la liberté et des dispositions constitutionnelles essentielles, peut constituer un repère pour revitaliser la république aujourd'hui.

## 1. Revue de littérature et approche théorique

### 1.1. Revue de littérature sur la complexité et la fécondité machiavéliennes

Quiconque veut penser Machiavel est d'abord attiré par la quantité de critiques négatives contre ce philosophe dont la théorie est abusivement réduite au machiavélique, ensuite par la croyance que « la réflexion sur Machiavel n'avait rien ou presque à nous apprendre » (Audier, 2005, p. 33). Pourtant, il est possible de voir en Machiavel un auteur dont la réévaluation de la théorie pourrait offrir de bonnes pistes pour repenser la pensée politique. Après la vague des critiques acerbes contre sa théorie, de nombreux philosophes commencent à le considérer comme une « figure incontournable » (Viroli, 1998, p. 156) de l'idée républicaine moderne.

Pour pénétrer réellement la pensée machiavélienne, il faut avoir à l'esprit que toute la vie de ce philosophe est une suite de grâce et de disgrâce due à son engagement patriotique et à son attachement pour l'innovation en politique. On comprend alors pourquoi certains de ses commentateurs se sont fourvoyés, simplement en ne prenant pas en compte le contexte de l'élaboration de sa pensée qui, seul, « est susceptible de diminuer la quantité d'interprétations grandiloquentes et inadaptées auxquelles elle a été soumise », selon Pocock (1997, p. XLVIII). Une lecture qui ne déroge pas à ce principe voit en Machiavel, avant tout, un diplomate épris de sa patrie pour laquelle il est prêt à toute forme de sacrifice.

En « vrai connaisseur » (Boriaud, 2018, p. 44) de la diplomatie occidentale de son époque, il a fréquenté les cours, assisté aux intrigues, observé la montée en puissance et la chute de plusieurs princes, sans oublier les cruautés des seigneurs. Machiavel n'est pas un simple théoricien de la chose politique, mais un penseur aimant le pragmatisme. C'est son côté pragmatique qui le pousse à rédiger *Le Prince* qui est loin de contenir ses idées essentielles comme certains théoriciens le prétendaient. Le regain des idées du républicanisme dans la pensée politique contemporaine, grâce à l'historiographie réalisée par Pocock et surtout le travail monumental effectué par Skinner, le montre. La complexité de la pensée de l'auteur du *Prince* s'expliquerait, en philosophie politique et morale, « par son amour du paradoxe », note Skinner (2009, p. 195), Prenant le contrepied de ceux qui soutiennent que l'originalité du discours machiavélien se trouve dans le fait qu'il « sépare la politique de la moralité, et met donc en évidence l'autonomie du politique », Skinner (2009, p. 199) soutient qu'une bonne approche de ce penseur ne se situe pas fondamentalement dans la différence, entre lui et ses contemporains, d'une perception morale de la politique et d'une autre qui distinguerait nettement la politique de la morale : « Le débat essentiel est plutôt entre deux morales différentes : deux approches rivales et incompatibles de ce qui doit en dernière instance être accompli ».

Si Kriegel (1998, p. 30) estime que l'idée de République moderne se forme au cours de la Renaissance à partir de « deux ouvrages fondamentaux de Machiavel et de Bodin », on peut difficilement lui trouver tort, puisque les *Discours* sont venus approfondir et parachever ce qui est annoncé dans *Le Prince* pour ce qui concerne le rapport du gouvernant à la vertu. Machiavel ne souhaite pas que la politique s'affranchisse de toute morale, mais d'une morale particulière qui est la vertu chrétienne. La véritable vertu politique, pour lui, doit être civique. Car, il faut bien le dire, *virtù* et vertu, qui ne sont pas opposées, ne se confondent pas non plus. Et le bon gouvernant doit pouvoir faire preuve de la vraie *virtù* pour varier sa conduite du bien et du mal à chaque fois que le vent de la fortune l'exigera (Pocock, 1975, pp. 166-177) au lieu de se laisser déstabiliser par la vertu chrétienne qui rend faible en demandant, par exemple, d'aimer ses ennemis. Bien située, dans le contexte d'une Italie fragmentée en plusieurs Cité-républiques, la théorie du Diplomate ne serait pas un éloge à la perversité en politique, mais bien une invitation à comprendre les exigences de celle-ci.

Sur la vertu civique et son importance dans la république, la lutte contre la corruption du corps politique, la théâtralisation du jeu politique et la fécondité du conflit social comme moteur de la prospérité, Machiavel est considéré par Pettit (2005, p. 122-134) comme un philosophe original. Dans la construction de l'éthique patriotique et civique, Viroli (2011, p. 91-94) le cite volontiers comme un penseur incontournable. On peut, en dehors des philosophes anglo-saxons, évoquer d'autres comme Lefort, Aron, Maritain, Merleau-Ponty ou Audier qui se livrent à une réévaluation de la pensée machiavélienne.

En se situant dans le même registre que ces auteurs, on conviendrait qu'une réévaluation du Florentin, surtout dans sa conception de la république bien constituée, ne serait pas dénuée d'intérêt pour mieux repenser voire réformer les démocraties balbutiantes actuelles.

## *1.2. Approche théorique*

Pendant longtemps, la tradition philosophique a fait de Machiavel un cynique dont la théorie inspire les dictateurs. Or, il semble en être autrement si l'on ne se focalise pas seulement sur la lecture de son ouvrage *Le Prince*, lequel est loin de résumer la richesse des idées du penseur. En se référant à l'ensemble de l'œuvre machiavélienne, notamment les *Discours*, on est surpris par la forme républicaine de la Cité qu'il propose et les conditions de sa réalisation. L'objet de cet article est de déterminer le sens et la portée d'une philosophie de la république qui suscite de plus en plus d'engouement. La question est de savoir en quoi la relecture du Florentin peut encore servir de repères pour repenser les démocraties contemporaines qui sont confrontées au problème de vice et de corruption. Pour bien traiter cette question, on peut la décomposer en deux spécifiques : la pensée machiavélienne ne peut-elle pas

être assimilée à une philosophie de la nouveauté en politique ? Dans quelles mesures sa théorie de la « république bien constituée » peut-elle inspirer les démocraties actuelles à réaliser des fins proprement républicaines ? L'ambition générale de la réflexion est d'établir que la constitution politique du *Diplomate* de Florence est une philosophie de la liberté et de la gouvernance vertueuse qui reste, à bien des égards, pertinente et d'actualité.

## 2. Méthodologie

La méthode qualitative a servi de socle heuristique à l'atteinte des objectifs de cette recherche. De façon précise, entre les deux démarches souvent utilisées en philosophie, nous avons préféré la démarche analytique à celle continentale. Autrement dit, l'approche méthodologique est analytique et critique. Elle s'inscrit dans la démarche de relecture et de déconstruction de la pensée politique de Machiavel. Les théories sur lesquelles se fonde l'analyse sont surtout celles du républicanisme contemporain.

## 3. Résultats

### 3.1. De la complexité machiavélienne

Si on devait parler de complexité de la pensée, au sens où l'entend Morin (1990, p. 17), comme « concept-problème » et non « concept-solution », c'est bien à Machiavel qu'il faut se référer dans le domaine de la science politique. La dynamique de sa pensée est si complexe qu'on a du mal à la saisir surtout qu'il est un patriote obsédé par la nouveauté en politique et oscillant entre recherche de *virtù* et ténacité.

#### 3.1.1. Patriote et penseur de l'innovation en politique

Machiavel n'est pas seulement un diplomate qui se contente de faire des observations. Il est surtout un citoyen soucieux de penser la politique en des termes nouveaux à commencer par la citoyenneté. Pour lui, elle se définit par rapport à la participation aux affaires publiques, à l'engagement républicain et à la défense de la *res publica*. C'est pourquoi, bien que ne jouissant pas du statut d'Optimate, et ne pouvant « jamais être un sénateur ou un courtisan », il s'est pourtant évertué à rédiger *Le Prince*, ouvrage qui fut interprété comme un vil calcul de sa part pour revenir dans les bonnes grâces des Médicis. Or, c'est précisément le sens du devoir citoyen qui le pousse à l'innovation dans la science politique : penser les conditions de stabilité de Florence à partir de l'examen des relations complexes entre le prince et son environnement. En cela, Machiavel n'est pas machiavélique, mais préoccupé par l'exploration des rapports conflictuels qui se nouent dans les palais, et qu'il est utile de soumettre à une critique dénuée de sentimentalisme et pleine de réalisme. Cela confère d'ailleurs au prince machiavélien « le rang d'acte intellectuel révolutionnaire : c'est une percée spectaculaire sur de nouveaux terrains de questionnement théorique. », comme l'écrit John Pocock (1997, p. 166) pour qui il

s'agit de la « plus grande de toutes les explorations de la politique d'innovation ». Refuser que l'idéal civique républicain soit abandonné au profit de « l'idéal courtisan » qui conforte les intérêts égoïstes et transforme par ricochet le prince en marionnette de ses courtisans, est-ce vraiment machiavélique ?

On peut certes lui reprocher de s'être laissé fourvoyé par sa hantise de vouloir être toujours dans les arcanes d'un pouvoir qui le rejette pourtant. Mais, pouvait-il faire autrement face à l'appel du devoir et surtout que l'impératif platonicien veut que les philosophes deviennent rois ou les « rois philosophes » (Platon, 1993, p. 293) ? Comme Platon, Machiavel a compris que le pouvoir, au-dessus de tous les autres pouvoirs, est politique. Comme lui, il a voulu changer l'ordre politique, et le ramener vers la philosophie. Platon était obsédé par la transformation de Dénys le Tyran, Machiavel par les Médicis. Platon était patriote, Machiavel aussi. Peut-on le leur reprocher ?

Incompris, Machiavel est détesté par les uns, notamment la papauté qui interdit ses ouvrages en 1559, et adulé par les autres qui voient en lui le véritable défenseur de la liberté du citoyen et des peuples. D'où la nécessité de changer de paradigmes d'appréhension de la philosophie machiavélienne en se référant surtout à ses écrits, pour ne pas se laisser gagner par les caricatures simplistes faisant de lui un promoteur de la tyrannie ou du despotisme. S'il n'a pas réalisé la formation du Prince dont il a systématisé les contours à travers l'ouvrage portant ce nom, il importe de mentionner l'œuvre politique considérable qu'il a laissée, de sorte qu'au regard de son actualité, les néorépublicains le qualifient de « divin Machiavel » (Pettit, 2004, p. 23). Ce n'est donc pas pour rien que sur sa tombe de la basilique Santa Croce se donne à lire cette épitaphe : « Aucun éloge n'atteindra jamais à la grandeur de ce nom. », selon Quintard (2015, p. 33-46).

### ***3.1.2. Entre tétatologie politique et nécessité de la virtù***

Le Florentin ne s'intéresse pas à la république dans *Le Prince*, mais focalise son analyse sur les principautés : « Je laisserai de côté les républiques, dont j'ai en autre lieu discoursu bien amplement. Je m'arrêterai seulement aux Principautés, en retissant sur la trame ourdie ci-dessus, à disputer par quelle manière elles se peuvent gouverner et conserver » (Machiavel, 2017, p. 290). L'ambition machiavélienne se borne donc à l'administration et à la préservation des principautés par les souverains ou princes. Qu'il ait décrit des mécanismes qui préfigurent les despotismes et tyrannies modernes, révèle simplement le génie qui sommeille en lui. Il faut le reconnaître : dans *Le Prince*, il pose déjà les fondements de sa « tétatologie politique », au sens où l'entend M. Neocleous (2008, p. 101-109), en montrant que la politique est un art de manipulation qui exige souvent la cruauté, et génère une déformation monstrueuse de l'être humain qui s'y adonne. Le prince n'a pas à rougir du massacre ou non d'une famille, si cela devait conforter son pouvoir. Certains

assassinats sont utiles, voire nécessaires pour la stabilité du royaume, et la cruauté du prince, comme le montre le duc de Romagne en exécutant froidement Rimiro de Orco, celui-là même qui lui a permis de pacifier les zones turbulentes, révèle sa *virtù* ou son habileté au pouvoir. Il adapte sa politique aux circonstances et aux contingences de la *Fortuna*, rien que pour les besoins du renforcement de son autorité et surtout de la stabilité de sa Cité.

Mais dans les *Discours* où, par contre, il étudie la genèse, le développement et le déclin des républiques, Machiavel estime que l'histoire, ou plus précisément « l'examen des histoires » permet de décrire les monstruosité des régimes politiques. Sa démarche se veut rationnelle, puisque l'historien Tite-Live, qu'il interprète, annonce déjà les couleurs du caractère paradoxal de l'homme qui oscille entre le désir d'être oppresseur ou opprimé :

Il est bien difficile de défendre la liberté avec objectivité quand chacun se relève pour écraser l'autre sous prétexte d'établir l'égalité ; et les hommes, pour échapper à la crainte, commencent par se faire craindre ; nous imposons aux autres les affronts auxquels nous avons échappé, comme s'il fallait, par quelque fatalité, être ou oppresseur ou opprimé (Tite-Live, 1995, p. 369).

Les événements historiques montrent que l'opprimé d'hier devient l'opresseur d'aujourd'hui, et inversement. C'est le syndrome de Stockholm qui dicte parfaitement sa loi en politique, car « les hommes se lassent du bien », affirme Machiavel (2017, p. 461). L'homme que voit le Florentin, c'est l'homme ordinaire ou « vulgaire » qui, mû par la crainte et l'envie qui sont les deux causes majeures de sa haine, est capable de la pire des violences. L'actualité politique au Bénin en est un parfait cas d'illustration avec Talon qui, poursuivi comme homme d'affaire véreux et contraint à l'exil hier, devenu président aujourd'hui, semble présenter une posture de bourreau pour certains et développeur pour d'autres. Machiavel est conscient de cette passion humaine pour la violence qui ne peut être contenue que par la violence légitime de l'État selon la théorie wébérienne. Aussi, soutient-il dans sa théorie politique que tout ce qui naît est soumis à la loi de la dégénérescence ou de la corruption. Dans cette logique où la corruption des républiques est un mal inéluctable, il distingue trois bons gouvernements républicains à savoir les « Principautés, Optimates, Gouvernements populaires » et trois autres « mauvais » qui « ne sont que des dépendances et des dégradations des trois autres ». Ainsi, la dégradation de la principauté dérive en tyrannie, l'optimat ou « gouvernement des meilleurs » en oligarchie, et le populaire en anarchie. Aussi n'hésite-t-il pas à affirmer :

En sorte qu'un législateur qui donne à l'État qu'il fonde un de ces trois gouvernements le constitue pour peu de temps ; car nulle précaution ne peut empêcher que chacune de ces espèces réputées bonnes, quelle qu'elle soit, ne dégénère dans son espèce correspondante : tant en pareille matière bien et mal peuvent avoir de similitude (Machiavel, 2017, p. 384).

Recherchant la cause majeure de cette dégradation, il la situe dans la nature humaine, puisque l'histoire de l'humanité montre que les hommes sont foncièrement enclins au mal : « C'est une preuve de ce que nous avons avancé : que les hommes ne font le bien que forcément ; mais dès qu'ils ont le choix et la liberté de commettre le mal avec impunité, ils ne manquent de porter partout la turbulence et le désordre. » (Machiavel, 2017, p. 389). L'innocence de l'homme est un leurre et sa nature corruptible génère des républiques corruptibles. Son anthropologie est peut-être négative, voire pessimiste, mais elle a le mérite de ne pas chercher à ennoblir un être qui laisse plus la bête que l'ange s'exprimer en lui. Appréhendé sous cet angle, Machiavel inaugure-t-il réellement le manifeste de la cruauté en politique ?

L'auteur des *Discours* souligne par ailleurs le caractère éphémère de tout gouvernement, bon ou mauvais, à cause des maux ou maladies qui les assaillent, et dont ils ne peuvent espérer guérir précisément à cause de la brièveté de leur existence. « Je dis donc que toutes ces espèces de gouvernement sont défectueuses. Ceux que nous avons qualifiés de *bons* durent trop peu. La nature des autres est d'être *mauvais*. (sic) », renchérit Machiavel (2017, p. 392). Les gouvernements, bons de nature, ne peuvent le demeurer à cause de la dure loi de la dégénérescence à laquelle ils sont inéluctablement soumis alors que les autres, mauvais de nature, ne peuvent qu'empirer. Machiavel affiche son pragmatisme en ce sens qu'il est convaincu que le bon ne peut jamais sortir du mauvais, car le mauvais ne peut donner que le pire. Si tous les gouvernements sont soumis à la loi de la dégénérescence, comment les faire durer ? Pour lui, la cruauté et la ruse, qui donnent de bons résultats dans la gestion des principautés, ne peuvent aboutir aux mêmes fins dans les républiques. D'où la nécessité de rechercher, à travers les observations croisées de la gestion des cités romaine et florentine, ce qui fait durer un gouvernement. C'est la *virtù*, mélange d'habileté et d'excellence, qui est capable de mener vers la réalisation du bien commun, même si la *fortuna* peut impacter le cours des choses. Contrairement donc aux historiens, notamment Plutarque et Tite-Live, estimant que Rome doit sa grandeur plus à la fortune, comprise comme circonstances favorables relevant de la contingence, qu'à la *virtù*, Machiavel soutient que c'est bien cette dernière qui doit commander les hommes et les amener à réduire le monstre qui sommeille en chacun d'eux, afin de faire durer tout gouvernement. En d'autres termes, sans *virtù*, la durée du pouvoir est éphémère ; le vent de la *fortuna* pouvant desservir à tout moment. A ce propos, comme l'écrit le néomachiavélien Pocock (1997, p. 199), « la *fortuna* ne réagit favorablement qu'à la *virtù* ».

Les gouvernements républicains contemporains sont ainsi appelés à faire preuve d'habileté et d'excellence pour que la fortune réagisse favorablement à la poursuite du bien commun. Est-ce inactuelle la pensée machiavélienne dans des républiques confrontées à des crises dues à l'exclusion, la vulnérabilité et la domination ? Revisiter la théorie du Florentin permet de mieux appréhender les problèmes actuels



des républiques pour envisager de nouvelles solutions. Mais que propose Machiavel lui-même pour surmonter les monstruosité de la politique ? C'est ce qui sera examiné dans la deuxième partie de cette réflexion.

### **3.2. De la « république bien constituée » selon Machiavel**

Si par république, il faut entendre une société politique de citoyens libres fondée sur les lois et la réalisation de la *res publica*, l'ambition de Machiavel est de dresser le portrait de la « république bien constituée » dans les *Discours* en prenant pour modèle la Cité romaine qui a connu son âge d'or. Une telle république pour être parfaite, selon lui, doit admettre pour finalité la liberté conçue comme absence de dépendance, et sa constitution doit se conformer à certaines dispositions essentielles.

#### **3.2.1. La liberté comme télos de la république**

Rompant avec la méthode de la philosophie classique qui pense que la Cité existe naturellement, et posant que le rôle du politique consiste à la conduire à la plus grande justice envisageable, Machiavel pense précisément que la Cité se fonde sur une « Constitution » où la justice trouve son sens et sa justification. Si la multiplication de l'espèce humaine et le besoin de sécurité donnent naissance aux cités, la justice vient de la volonté des hommes de ne pas laisser impunis les crimes et réparer les torts causés à autrui. « Pour prévenir de pareils maux, les hommes se déterminèrent à faire des lois, et à ordonner des punitions pour qui y contreviendraient. Telle fut l'origine de la justice », explique Machiavel (2017, p. 385). La justice provient donc de la réunion des hommes qui n'entendent pas subir l'arbitraire ; la naissance de la Cité n'étant pas naturelle, il va sans dire que la finalité de leur réunion n'est pas la sujétion, mais bien la liberté. Essentielle pour Machiavel qui l'appréhende comme absence de domination ou « dissolution de l'arbitraire », selon la lecture machiavéenne de P. Pettit (2004, p. 23), la liberté s'oppose foncièrement à l'esclavage conçu comme le modèle parfait de la domination. Le diplomate florentin semble d'ailleurs convaincu, à la manière des Anciens, que le *liber* se définit par opposition au *servus*. Rejetant toutes les interférences illégales ou arbitraires, il soutient que la liberté procure bien des avantages dont on ne mesure la portée qu'après leur perte :

D'ailleurs ces avantages communs que procure la jouissance de la liberté, ce plaisir inestimable de jouir de ses bienfaits sans inquiétude, de n'avoir à craindre, ni pour l'honneur de sa femme, ni pour ses enfants, ni pour soi-même, tout cela n'est apprécié de personne au moment où on en jouit. » (Machiavel, 2017, p. 424).

La liberté apparaît comme le bien le plus précieux de la vie civile ou politique, le trésor dont la garde doit être choisie avec précaution. A qui justement laisser la garde de la liberté, interroge Machiavel qui fait le constat que généralement cohabitent deux types de citoyens dans toute cité : les puissants qui désirent accroître leur

domination sur les autres ; et les moyens qui refusent l'arbitraire, et désirent vivre seulement libres. S'il hésite à trancher entre le peuple et la noblesse sur la question de la garde de la liberté à cause de la vision téléologique de chaque Cité, illustrée par Venise et Pise, il finit par opter pour le peuple, et en donne la raison : « Un peuple est plus sage et plus constant qu'un prince. » (Machiavel, 2017, p. 501). Il croit plus à la stabilité du peuple qui se trompe d'ailleurs rarement dans les affaires vitales pour les républiques, même s'il lui arrive de l'être souvent dans les choses particulières. Le corps politique est plus fort qu'un individu, fut-il prince. L'intelligence collective l'emporte sur celle individuelle lorsqu'il s'agit de conserver le bien commun qu'est la liberté. Machiavel, comme tous les néo-romains, n'emploie ainsi le concept de liberté que dans un sens politique, sans référence réelle au langage des droits, mais cherche constamment à concilier les « exigences contraires de la liberté civile et de l'obligation politique. », comme le dit avec pertinence Quentin Skinner (2000, p. 21). En d'autres termes, la préoccupation du Florentin est de résoudre les conflits possibles entre la liberté individuelle des sujets et l'exercice du pouvoir d'État.

S'il pense le conflit comme absolument nécessaire dans les républiques, pourvu qu'il ne mette pas en cause la stabilité foncière de la société politique, c'est parce qu'il peut favoriser la liberté. Pour lui, le conflit est novateur, et penser que le conflit n'est qu'un moment passager dans l'avènement de la liberté est une erreur : il en est l'élément fondateur. L'histoire des républiques le prouve, car c'est le conflit entre les grands et les peuples qui conduit à la naissance de nouvelles libertés : « Dans toute république, il y a deux partis : celui des grands et celui du peuple ; et toutes les lois favorables à la liberté ne naissent que de leur opposition. » (Machiavel, 2017, p. 390). Les démocraties actuelles reposant sur le système partisan ne semblent guère le démentir, car l'un des enjeux de notre époque consiste d'ailleurs à « penser les conditions d'une articulation entre conflit et consensus, dans la perspective d'une réalisation des idéaux universalistes de la modernité démocratique. », à en croire Serge Audier (2005, p. 34). L'analyse machiavélique permet de saisir la dynamique sous-jacente aux conflits sociopolitiques et de mieux comprendre les crises récurrentes dans les démocraties contemporaines en les inscrivant dans la logique schumpétérienne de destruction créatrice. On voit bien que Machiavel développe, dans le cadre de la liberté, une philosophie du conflit qui prend tout son sens dans le processus d'avènement et de maintien de la liberté comme non-domination. Grâce à lui et par lui, on comprend pourquoi il faut aimer les contestations citoyennes, car « les soulèvements d'un peuple libre sont rarement pernicious à sa liberté » (Machiavel, 2017, p. 391), comme le prouve le « printemps arable ». Refuser le conflit dans le domaine sociopolitique, c'est donc rejeter ce qui fait la puissance de la république et la condition de sa liberté, car le consensus est loin de constituer le moteur de la dynamique politique.

Si le peuple uni en corps est le mieux placé pour garder la liberté dans un contexte de conflit novateur, il existe des moyens de conservation de cette liberté. Le premier est relatif aux accusations qu'il faut encourager. Lorsqu'un peuple ne définit pas le cadre légal des accusations, il court le risque du désordre en laissant les particuliers exercer des actes de vengeance. Or, ce qui génère le déclin de la liberté, n'est-ce pas la violence privée ? Machiavel soutient que l'injustice causée par un État à un citoyen n'est pas source de désordre alors que celle d'un particulier envers l'autre peut causer la perte de l'État, car « une violence de particuliers à particuliers [...] produit la peur ; la peur cherche des moyens de défense, appelle les partisans ; des partisans naissent les factions dans une ville, et des factions la ruine de l'État » (Machiavel, 2017, p. 400). Il multiplie les exemples de désordre généré par le défaut d'un cadre légal d'accusation dans la république, tout en rejetant fortement la calomnie qu'il juge nuisible à la cohésion sociale. La calomnie est un vice dont se servent les ambitieux pour arriver à leurs fins. Instituer l'accusation comme moyen de justice et surtout de conservation de la liberté ne signifie pas œuvrer pour la délation, car, faut-il encore le préciser, Machiavel est également contre les fausses accusations dont les auteurs doivent être punis pour décourager de tels agissements.

Un autre moyen de conservation de la liberté est la distribution des récompenses et sanctions. Il ne faut jamais confondre les deux, et absoudre le crime de quelqu'un à cause d'un exploit réalisé ; bien au contraire, il faut savoir faire la distinction et attribuer les récompenses quand il faut, et les peines quand il faut. Toute compensation de l'une par l'autre risque de porter un coup à la liberté. Pour la conservation de la liberté, le peuple doit se situer dans une logique d'anticipation et de créativité, car les menaces contre la liberté sont quasi permanentes. Cela exige que la république revendique d'ardeur dans la définition de mesures quotidiennes pour préserver la liberté.

### ***3.2.2. De la constitution parfaite selon Machiavel***

La liberté étant le but essentiel et la fin de toute république, Machiavel se préoccupe de savoir quelle forme constitutionnelle serait à même de la garantir. La « république bien constituée » selon Machiavel (2017, p. 439) exige une constitution parfaite c'est-à-dire une constitution capable de garantir la liberté précédemment décrite. A l'instar de Cicéron et des historiens, notamment Tite-Live, qu'il commente, Machiavel entreprit de rechercher les dispositions juridiques et politiques qui garantiraient le statut de non-domination aux citoyens, et pousseraient le gouvernement à n'avoir en vue que la *res publica*. Admiratif de l'organisation romaine, il développe une théorie constitutionnelle qui s'inspire des institutions romaines, et se fonde sur la puissance de la loi, la séparation des pouvoirs basée sur la représentation des classes sociales, et l'appui des normes de la cité. Comme le fait remarquer le néorépublicain Pettit (2004, p. 381) :

Machiavel était porté par un grand amour de la Rome antique et il avait adopté, avec enthousiasme, les idées suivantes : la liberté consiste à ne pas subir de domination, on en peut accomplir la non-domination que par une appartenance à une cité au sein de laquelle la res publica ou le bien commun dicte l'évolution de la vie publique, et une telle cité se caractériserait par des institutions romaines, telles que l'empire du droit, la séparation des pouvoirs, la représentation des différentes classes, etc.

Soutenant que la meilleure constitution est celle qui place les lois au-dessus de tout, individu ou société, il prône ainsi comme disposition première de sa constitution l'empire de la loi et non celui des hommes. Pour faire les lois et les institutions en vue d'assurer la non-domination, le législateur doit partir de postulats pessimistes sur la nature des hommes qui géreront le pouvoir, puisqu'ils sont nécessairement corruptibles et enclins au mal, comme il l'a montré dans la première partie de cette analyse. Cela peut paraître surprenant si l'on ne prend pas en compte le fait que, selon Machiavel, tous les gouvernements sont inévitablement corrompus ou corruptibles. Pour limiter la corruption à défaut de l'éviter, et surtout empêcher que la tyrannie de l'individu mette en cause la jouissance effective de la liberté, il n'y a plus qu'à soumettre tous les hommes à la même loi, car « quiconque n'est pas retenu par le frein des lois commettra les mêmes fautes qu'une multitude déchaînée. » (Machiavel, 2017, p. 502).

La deuxième disposition de la constitution machiavélienne est la nécessité de la séparation des pouvoirs découlant à la fois de l'importance de limiter le pouvoir et de contenir le conflit entre les classes sociales, notamment la plèbe et la noblesse. Celles-ci ont besoin de se surveiller mutuellement pour que la constitution soit une émanation de la volonté de tous les constituants de la république. La constitution doit servir à unir, ou plutôt réunir le gouvernant, la noblesse et la plèbe en garantissant une surveillance réciproque. « En effet, quand, dans la même Constitution, vous réunissez un prince, des grands et la puissance du peuple, chacun de ces trois pouvoirs surveille les autres. » (Machiavel, 2017, p. 387). Le prince détenant une partie du pouvoir ne peut faire ce qu'il veut, puisque les grands du royaume qui désirent dominer ne verraient pas d'un bon œil la restriction de leur liberté. En retour, ils ne peuvent utiliser leur position ni pour contraindre le prince ni pour asservir le peuple alors que la puissance du peuple fait qu'il peut constituer un excellent arbitre entre le prince et la noblesse lors des grandes divergences. Il n'y a pas de constitution plus parfaite que celle qui garantit la séparation des pouvoirs entre les différentes classes sociales en conflit permanent, renchérit Machiavel (2017, p. 388), plein d'admiration pour Rome : « On fit une combinaison de trois pouvoirs qui rendit la Constitution parfaite. Elle n'arriva à cette perfection que par les dissentiments du sénat et du peuple. »

Pour ce philosophe, la troisième disposition constitutionnelle doit consister à établir un gouvernement libre, car le bien-être collectif n'est pas envisageable en dehors d'un tel gouvernement. La passion des peuples pour la liberté est la roue motrice qui

fait vivre la république. En d'autres termes, le progrès d'une nation exige que les conditions de liberté soient optimales pour que chacun puisse volontairement entreprendre et contribuer à accroître les richesses. Sans un gouvernement libre, la république ne saurait être parfaite, car la liberté favorise la libre-entreprise et la prospérité. Aussi n'hésite-t-il pas à écrire :

On découvre aisément d'où naît cette passion d'un peuple pour la liberté. L'expérience prouve que jamais les peuples n'ont accru et leur richesse et leur puissance sauf sous un gouvernement libre. Et vraiment on ne peut voir sans admiration Athènes, délivrée de la tyrannie des Pisistratides, s'élever en moins de cent ans à une telle grandeur. Mais plus merveilleuse encore est celle à laquelle s'éleva Rome après l'expulsion de ses rois. Ces progrès sont faciles à expliquer : c'est le bien général et non l'intérêt particulier qui fait la puissance d'un État ; et sans contredit on n'a vraiment en vue le bien public que dans les républiques : quoi que ce soit qui contribue à ce bien commun, on le réalise ; et si parfois on lèse ainsi quelques particuliers, tant de citoyens y trouvent de l'avantage qu'ils peuvent toujours passer outre à l'opposition du petit nombre des citoyens lésés. (Machiavel, 2017, p. 517).

La liberté est la condition de la prospérité générale, nous dit l'auteur du *Discours*. Si le peuple se sent à son aise pour entreprendre et créer des richesses sous un gouvernement libre, c'est l'opposé qu'on observe dans les États gouvernés par des princes ou des dictateurs. Réduit à l'état de dépendance, le peuple n'est pas créatif, car il comprend qu'il ne travaille pas pour lui-même, mais pour le prince. Un tel peuple décroît, car certains sont contraints à l'exil, d'autres au silence du cachot, tandis que la république est de surcroît menacée par la ruine. « A peine un peuple libre est-il asservi, le moindre mal qui puisse lui arriver sera d'être arrêté dans ses progrès, et de ne plus accroître ses richesses ni sa puissance ; mais le plus souvent il ne va qu'en déclinant » (Machiavel, 2017, p. 517). L'absence de liberté a donc non seulement des conséquences économiques énormes mais aussi sociales, puisqu'elle est la source du déclin de la vie sociopolitique. C'est pourquoi seul le gouvernement libre est à même de poursuivre et de concrétiser des objectifs réellement républicains, selon le Florentin.

Mais en quoi ces idées machiavéliennes sont-elles encore exploitables de nos jours ?

#### 4. Discussion

Si Machiavel défend l'idée d'une république bien constituée dont les dispositions cardinales reposent sur l'empire de la loi, la séparation des pouvoirs et le gouvernement libre, c'est que le *télos* de sa théorie est la sauvegarde de la liberté comme absence de dépendance ou de sujétion. Ce qui rend sa théorie pertinente et d'actualité, puisque l'un des grands débats de la philosophie politique contemporaine n'est-elle pas la conceptualisation de la liberté qui oppose libéraux, communautariens et républicains ? Mais pour pertinente qu'elle soit, il n'en demeure pas moins que sa « théorie constitutionnelle semble trop générale », voire vague, comme le disent certains. Cependant, pouvait-il réellement aller plus loin sans

tomber dans la contradiction, qui consiste à vouloir se substituer au peuple ? Machiavel prend soin de dire ce qui doit être l'essence d'une constitution républicaine : la liberté. Et cela n'est pas rien, car s'il procédait autrement, on lui reprochera encore de vouloir dicter des préceptes comme il l'a fait dans *Le Prince*. Bien plus, et c'est ce qui le rend peut-être génial, sa limitation aux conditions générales nécessaires à l'élaboration de la constitution parfaite montre qu'il veut que la constitution soit l'affaire des peuples et non des spécialistes de droit ou constitutionnalistes, qui ont la faiblesse de croire que le monde se réduit à un ensemble de principes juridiques. En procédant ainsi, il semble montrer son attachement à la démocratie en récusant à l'avance ceux qui aiment le tripatouillage des constitutions pour se succéder indéfiniment au pouvoir, comme on le voit dans certains pays aujourd'hui, même si sa conception de la démocratie présente de nombreuses « limites », selon Audier (2005, pp. 134-136). Il appert que le philosophe n'a pas choisi le parti des grands ; bien au contraire, il semble être le défenseur des peuples à qui il prend soin de confier la garde de la liberté, et peut même être reconnu comme « l'ennemi acharné des tyrans », comme l'écrit Weil (1991, pp. 187-191).

En insistant sur l'importance des normes civiles dans sa théorie politique, il montre qu'elles sont indispensables aux lois et à la démocratie dont elles constituent le seul véritable appui, comme le reconnaîtra plus tard Alexis de Tocqueville (1963, p. 174). De bonnes mœurs ou normes sont importantes pour « civiliser la république », et donner aux gouvernements la légitimité qui leur manque parfois cruellement dans nos démocraties actuelles. A ce propos, Gaille-Nikodimov et Ménissier (2006, pp. 151-191) soulignent :

[...] il est aisé à comprendre que Machiavel ne limite pas à un discours constitutionnel et historique dans son effort de comprendre la république. Il va plus loin en pensant la fonction des mœurs dans l'architecture républicaine. La république machiavélienne est aussi, voire surtout une affaire de mœurs, car la république souffre toujours de la dissolution des mœurs engendrant des vices et des désordres. L'ordre constitutionnel doit s'appuyer sur les mœurs ou plus précisément les normes, nous apprend Machiavel, s'il veut être efficace.

Tous les néorépublicains s'engouffreront dans cette brèche ouverte par Machiavel, pour montrer qu'en tant que « philosophie conséquentialiste, le républicanisme n'est ni dogmatique ni doctrinaire » (Pettit, 2004, p. 194), mais fait des mœurs le rempart indispensable contre la corruption sociale. Ce faisant, Machiavel ne propose-t-il pas une solution efficace contre la corruption qui sévit de nos jours à tous les niveaux, notamment politique ? La république bien constituée de Machiavel institue donc les termes d'une démocratie conflictuelle selon le système d'antagonisme modéré avec des lois et bonnes mœurs pour réaliser le bien commun. L'histoire contemporaine avec des républiques à scandales à cause de mœurs dissolues, des politiques d'exclusion observées et des pratiques arbitraires, ne semble pas lui donner tort : les

lois doivent s'appuyer sur les mœurs pour que les gouvernants ne visent que la réalisation de la *res publica*.

Une contextualisation des idées machiavéliennes ne pourra aider les États actuels qu'à mieux assainir leur gestion de la chose publique, et surtout à sauvegarder la liberté considérée comme le but ultime de l'association politique. C'est pourquoi, il n'est pas surprenant que des communautariens, notamment Taylor, se réfèrent au républicanisme inspiré de Machiavel pour approfondir la critique de l'individualisme de type narcissique généré par le libéralisme (Taylor, 2010, p. 32). Il n'est pas également surprenant que Rawls lui-même trouve des liens profonds entre le libéralisme et le néorépublicanisme qui se fonde sur la théorie machiavélienne de la république parfaite. C'est que, dans une certaine mesure, le républicanisme inspiré de Machiavel permet de concilier les principes contradictoires du libéralisme et du communautarisme, et offre ainsi de pistes intéressantes à approfondir pour une refondation conséquente de la gouvernance à l'époque contemporaine.

La constitution parfaite du Secrétaire florentin résulte de l'intelligence collective et dispose de sorte que la surveillance du pouvoir soit le moyen privilégié de prévention contre l'arbitraire et la corruption. Reconnaisant la fécondité du conflit entre noble et peuple, elle garantit la séparation des pouvoirs et leur contrôle réciproque. Ainsi, il serait difficile de ne pas voir en Machiavel non seulement le précurseur des théoriciens modernes de la séparation des pouvoirs, mais surtout le véritable inspirateur des théories contemporaines de la démocratie de contestation prescrivant que « l'éternelle vigilance est le prix de la liberté » (Pettit, 2004, p. 23), et la redevabilité le principe cardinal de la gouvernance démocratique. Price (1991, p. 30) abonde dans le sens machiavélien lorsqu'il enseigne à notre époque que « rien ne demande à être plus surveillé que le pouvoir ». Le Florentin a donc perçu, bien avant les théoriciens du contrat, la puissance que constitue le pouvoir, la nécessité de le diviser pour mieux contenir ses excès. On comprend alors pourquoi les dispositions machiavéliennes sont reprises et systématisées par bien des philosophes, notamment Montesquieu, Rousseau et Kant sans oublier les néorépublicains. L'examen des idées de Machiavel est utile pour bien (re)penser les termes de la surveillance du pouvoir en démocratie, surtout en Afrique où la contestation légitime est vite assimilée au terrorisme aujourd'hui.

Mais l'empire de la loi suffit-elle pour réaliser la république parfaite ? La multiplication des lois dans une république ne peut-elle pas être le signe d'un despotisme caché, comme on le voit dans certains régimes dits démocratiques et qui virent en réalité au fascisme à l'ère actuelle ? À ce niveau, on peut se démarquer effectivement de Machiavel et de sa confiance aveugle aux lois alors que celles-ci ne sont pas toujours légitimes. Il semble tomber dans le fétichisme de la loi alors que cette dernière peut, à tout moment, être instrumentalisée. De plus, à trop insister sur la fécondité du conflit social et les antinomies politiques, ne court-on pas le risque

d'une désunion qui compromettrait la paix tant recherchée ? Tout laisse croire que le conflit conduit toujours à une évolution significative alors qu'il peut être source de régression. Par ailleurs, le conflit des classes sociales, considéré comme inévitable par Machiavel, est pensé comme un moment provisoire ou une étape dans l'avènement de la république bien ordonnée de Marx. Pour ce dernier, le conflit des classes antagonistes prendra fin avec la dictature du prolétariat qui abolira les privilèges et donnera le pouvoir au peuple.

## CONCLUSION

La réflexion sur la république bien constituée de Machiavel permet de mieux découvrir le théoricien et d'ouvrir des pistes intéressantes sur le devenir des républiques et surtout sur les maux qui les rongent de l'intérieur. Lorsqu'on ne se fie pas à une lecture biaisée du *Prince* pour faire des interprétations tendancieuses et déboucher sur des conclusions hâtives, on se rend vite compte que le diplomate florentin est un patriote épris de liberté et soucieux de la stabilité de sa Cité. Ce qui le pousse à faire des compromis et à décrire des mécanismes du pouvoir tendant à mettre entre parenthèses ce qu'on peut appeler aujourd'hui les droits individuels. Mais lorsqu'on considère le contexte dans lequel germent sa théorie politique et son anthropologie, on comprend vite qu'il est avant tout un penseur soucieux de la liberté comme absence de l'arbitraire. Tout le fil conducteur de sa pensée est tissé autour de la réalisation de cette liberté, dont il pense les possibilités en posant la fondation de ce qui doit être la république, entendue comme lieu d'accomplissement de la *res publica*. Une république bien constituée ne doit viser que la liberté au sens politique du terme, elle-même nécessitant une constitution parfaite qui découle de la volonté de tous les constituants que sont les classes sociales opposées. La république bien constituée de Machiavel se fonde sur des dispositions constitutionnelles telles que l'empire de la loi, la séparation des pouvoirs et le gouvernement libre sans oublier sa pièce maîtresse qui est l'existence de bonnes mœurs. Le penseur innove surtout en confiant la garde de la liberté dans la république au peuple au lieu de la confier au prince, car il parie sur la puissance de l'intelligence collective.

La relecture de ce philosophe permet ainsi de battre en brèche toutes les interprétations qui visaient à faire de lui le promoteur des tyrans et despotes modernes. Bien plus, elle montre qu'il est à l'avant-garde de tous les théoriciens du contrat qui insistent sur la séparation des pouvoirs et sur la lutte des classes sociales opposées. Préférant des arguments empiriques et non pas seulement théoriques, Machiavel inaugure en réalité un nouvel art de penser la politique : celui de prendre les hommes tels qu'ils sont, et sans tomber dans un idéalisme abstrait, réfléchir froidement à la politique républicaine qui conviendrait à la réalisation du bien commun. Il se situe ainsi dans une logique d'innovation qui fait des émules aussi



bien dans la philosophie que dans la science politique. Mais comme toute philosophie, sa théorie n'est pas exempte de critique.

### Références bibliographiques

- Audier, S. (2005). *Machiavel, conflit et liberté*. Paris : Vrin.
- Gaille-Nikodimov, M., & Menissier, T. (2006). *Lectures de Machiavel*. Paris : Ellipses.
- Habermas, J. (1998). *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*. Paris : Fayard.
- Honnet, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Cerf.
- Kriegel, B. (1998). *Philosophie de la république*. Paris : Plon.
- Lefort, C. (1972). *Le travail de l'œuvre Machiavel*. Paris : Gallimard.
- Lefort, C. (1978). *Les formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*. Paris : Gallimard.
- Machiavel, N. (2018). *L'art de la diplomatie. La France et l'Allemagne*. Paris : Perrin.
- Machiavel, N. (2017). *Œuvres complètes*. Paris : Gallimard.
- Morin, E. (1990). *Introduction à la pensée complexe*. Paris : ESF.
- Neocleous, M. (2008). La tératologie politique : de la canaille et des monstres. *Multitudes*. 2 (3), 101-109.
- Pettit, P. (2012). *On the People's terms. A Republican theory and model of democracy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Pettit, P. (2004). *Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement*. Paris : Gallimard.
- Platon. (1993). *La république*. Paris : Gallimard.
- Pocock, J. G. A. (1997). *Le moment machiavélien. La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*. Paris: PUF.
- Price, R. (1991). *Political Writings*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Quintard, C. (2015). Machiavel, La machine du pouvoir. *Sciences Humaines*. 8 (273), 33-46.
- Rawls, J. (2009). *Théorie de la justice*. Paris : Points.
- Skinner, Q. (2000). *La liberté avant le libéralisme*. Paris : Seuil.
- Skinner, Q. (2009). *Les fondements de la pensée politique moderne*. Paris : Albin Miche.
- Tite-Live. (1995). *Histoire de Rome depuis sa fondation*. Paris : Garnier-Flammarion.
- Tocqueville (de), A. (1963). *De la démocratie en Amérique*. Paris : UGE.

Verschave, F.-X. (2004). *De la Françafrique à la Mafrafrique*. Bruxelles : Tribord.

Viroli, M. (1998). *Machiavelli*. Oxford : Oxford University Press.

Viroli, M. (2011). *Républicanisme*. Paris : éd. Le Bord de L'eau.

Weil, E. (1991). *Essais et conférences, t. 2, Politique*. Paris : Vrin.